

AUX FRONTIÈRES DE L'IRAN ET DE L'IRAK

DISCUSSION AVEC LEÏLA



Cet entretien est né d'une rencontre. Il aurait pu être réalisé à la montagne dans un alpage des Écrins où Leïla est bergère à la belle saison, mais c'est à la terrasse d'un café à Marseille que nous nous sommes entretenus avec elle. Son projet et ses fréquents voyages au Başûr, le Kurdistan Irakien, nous ont donné l'envie de parler dans la revue *Nunatak* de cette région souvent ignorée en Europe.

Nous nous sommes rencontrés car nous partageons le désir de comprendre les luttes et résistances qui se déroulent au Kurdistan, les réalités propres à ce territoire de montagne. Nous nous interrogeons sur la résonance qu'il peut y avoir entre les luttes menées là-bas et les nôtres, car il nous semble que c'est par la compréhension et l'échange que les distances qui les séparent peuvent s'amenuiser. Les combats et la place des femmes nous questionnent particulièrement dans le contexte de guerre et de répression que connaissent les Kurdes depuis des dizaines d'années.

Loin d'un discours de spécialiste présentant une implacable analyse géopolitique, ou d'un folklore militant cherchant à faire vivre au lointain une idéologie révolutionnaire, nous désirons simplement apporter un témoignage proche, palpable, où les mots *raconter, écouter, regarder* prendraient leur sens.



Qu'est-ce qui t'as amenée à aller au Proche Orient, puis au Kurdistan ?

J'ai fait ma troisième année de licence d'anthropologie à Beyrouth, c'était l'année juste avant la guerre en Syrie. J'étudiais les rapports de pouvoir et de domination entre les femmes qui viennent travailler comme domestiques – asiatiques et africaines principalement – et les maîtresses de maison libanaises. Pour mon master, j'avais envie de continuer à réfléchir à la fois sur le genre et sur l'immigration et le Kurdistan irakien était une grosse plaque tournante migratoire à ce moment-là. J'ai fait mon travail de terrain dans des camps de réfugiés tenus par le HCR¹ et des ONG, et dans des camps

tenus par des partis politiques kurdes iraniens. J'avais envie de poser cette question de la dimension genrée des migrations.

En faisant mon travail préparatoire, ce que j'ai vu, c'est que dans toutes les statistiques, il y a autant de migrantes que de migrants dans le monde². Mais une fois en Europe, les femmes sont complètement "invisibilisées". On ne les voit pas dans la rue, on n'en parle pas dans les travaux de recherche, ni dans la sphère médiatique. Cela m'a amenée à me demander : où sont-elles ? Comment se déplacent-elles ? Pourquoi ne les voit-on pas, alors que l'on voit les hommes ? Les hommes comme les femmes sont en situation très précaire, donc ce n'est pas seulement la précarité qui explique cela. L'idée était d'aller chercher ces réponses à la source, de voir comment ces femmes partent, comment elles pensent leur trajet de migration, comment elles s'organisent pour le départ. Dans ces camps de réfugiés, je les rencontrais alors qu'elles étaient à une étape intermédiaire de leur migration : des femmes qui étaient parties d'Iran, qui s'étaient retrouvées en Irak et dont la plupart voulaient aller en Europe. Elles me racontaient leur départ d'Iran. Je vivais avec elles au quotidien. C'était l'occasion de comprendre, de partager ce moment de recomposition à travers le passage dans les camps, l'attente et tout ce que ça implique. Avec, en toile de fond, la construction d'un autre voyage vers l'Europe qui n'arrive pas toujours.

¹HCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

²Selon une étude des Nations Unies datée de 2013, les femmes représentent 48% de l'effectif mondial de migrants et c'est en Europe que la part des femmes parmi les migrants est la plus élevée (51,9%). cf. www.oecd.org/fr/els/mig/les-migrations-internationales-en-chiffres.pdf ou la brochure de la Cimade sur ce sujet : www.lacimade.org/wp-content/uploads/2013/06/Petit-guide-femmes.pdf.



Avant d'en venir à la situation des femmes, peux-tu nous parler de la vie autour des frontières ?

La frontière entre l'Iran et l'Irak est très poreuse. C'est une frontière assez ancienne, car c'était celle entre l'Empire ottoman et l'Empire perse. Les émirats kurdes fonctionnaient de façon plutôt autonome, ils étaient rattachés aux empires, mais cette frontière n'avait pas vraiment de réalité physique. Après la première guerre mondiale, le territoire de l'Empire ottoman est divisé entre les vainqueurs. Des États apparaissent alors au Moyen-Orient, certains sous mandat colonial, d'autres indépendants. Les zones peuplées par les Kurdes sont divisées par les frontières de quatre États : l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. Certains États vont se développer sur un concept d'État-Nation, en mettant en avant une soi-disant

identité nationale (un État, une langue, une religion, une culture) et tenter d'uniformiser leur population, soit par des politiques d'assimilation forcée, avec par exemple l'interdiction de parler le kurde, soit par des déplacements massifs d'habitants. Dans l'Irak sous mandat britannique, la puissance coloniale ne s'intéresse que peu à la zone kurde. Vers les années 70, le parti Baas³ au pouvoir met en place des réformes agraires, sur un modèle de collectivisation. Et très rapidement pour les Kurdes, cela se traduit par une forte politique de répression et de destruction des villages de montagne. C'est aussi une forme de contrôle des populations. En effet, les populations sont déplacées de

3 Parti Baas : Parti de la Résurrection Arabe et Socialiste, créé à Damas en 1947, dont le but est l'unification des différents États arabes en une seule nation socialiste. Au pouvoir en Syrie depuis 1963, et en Irak de 1968 à 2003, où il est dirigé par Ahmad Hassan al-Bakr puis par Saddam Hussein.

leurs villages, et envoyées dans des villes nouvelles, créées dans les vallées pour l'occasion, nommées *mujamma'at*. Ce ne sont d'ailleurs pas vraiment des villes, mais juste des rangées de maisons carrées alignées les unes à la suite des autres. Un véritable quadrillage, avec une maison à chaque croisement et rien d'autre. Elles ont servi à concentrer les villageois, tout en les forçant à pratiquer une agriculture planifiée par le parti Baas. Le Kurdistan du sud en Irak était pourtant une zone très rurale et la vie sociale était fondée sur les rythmes agricoles. Ces déplacements ont détruit les modes de vie basés sur une économie d'agriculture vivrière et ont éloigné la population de leurs savoir-faire agricoles. À partir de 1980, la guerre entre l'Iran et l'Irak⁴ entraîne une importante militarisation de la frontière, et d'importants déplacements de population de part et d'autre de celle-ci.

C'est ce qui a engendré ce mode de vie autour des frontières, c'est-à-dire les passages clandestins de matériel ou de personnes... ?

En Iran, la répression a pris la forme de la destruction des ressources comme les champs ou les forêts, et de politiques de sous-développement programmé, avec par exemple l'interdiction implicite d'installer des industries dans certaines régions. Tout ce qui permettait aux Kurdes de vivre a été détruit et des mouvements de population ont eu lieu. Ces volontés politiques ont énormément paupérisé le Kurdistan. Cela a fait que les habitants des zones les plus touchées se sont retrouvés sans rien pour vivre. La frontière est donc devenue la seule ressource, car quand le

gouvernement brûle les terres cultivées tous les deux ans, il est impossible d'en vivre. L'économie s'est donc beaucoup organisée autour de la frontière et du passage de marchandises dans un sens et dans l'autre, avec notamment l'import en Iran de produits interdits comme l'alcool et de produits manufacturés occidentaux ou fabriqués ailleurs dans le monde.

Inversement, y a-t-il des objets qui passent de l'Iran à l'Irak ? Trouver des passeurs pour traverser les frontières est-il facile ? Comment s'organisent ces réseaux ?

L'Irak n'a aucune autonomie alimentaire et quasiment pas d'industrie, toute l'économie est fondée sur le pétrole. Comme les marchandises qui passent légalement sont taxées, il y a beaucoup de passages "informels". Cette économie autour du passage clandestin permet aux frontaliers de vivre, qu'ils soient passeurs, revendeurs, ou qu'ils transportent les marchandises qui ont déjà passé la frontière jusqu'aux centres urbains. Il s'agit d'une économie de survie pour les frontaliers, particulièrement du côté iranien. Cela concerne autant les passages de biens que de personnes. Chaque personne qui a une mule et qui connaît la montagne, peut aller chercher de la marchandise de l'autre côté puis la rapporter. Cela fonctionne juste avec des réseaux de connaissances et d'entraide qui permettent de savoir où aller chercher la marchandise. C'est des petits métiers, de "l'artisanat de passage". Il y a peu de grosses organisations, ou de mafias, comme on imagine en Europe. Et pour le passage des personnes, il suffit d'aller dans un village et de dire « *je veux passer* » et il y a le type de la maison d'à côté qui t'emmène...

⁴ Guerre Iran-Irak : guerre qui opposa l'Irak à l'Iran de 1980 à 1988 et qui fit environ 300 000 morts en Irak et peut-être un million en Iran.

Quelle est la réponse à ces passages clandestins de la part des autorités ?

La frontière est très militarisée, et tuer des gens à la frontière fait partie de la politique de répression menée contre les Kurdes. C'est une répression très violente. Les gardes-frontières tirent à vue. Il faut comprendre que cette solution de vie autour des passages clandestins a été mise en place suite à la destruction de toutes les autres ressources. C'est très dur pour les gens, on les empêche de vivre et de s'en sortir grâce à la terre. Et quand ils trouvent une solution parallèle, ils se font encore une fois réprimer... Dans tous les villages, il y a des personnes qui sont mortes sous les balles en passant la frontière. Les gardes vont jusque sur les sentiers de montagne, mais la frontière reste encore très poreuse car ils ne peuvent être partout ; la montagne est une bonne cachette.

Comment réagit la population ? Existe-t-il des mouvements de protestation face à cette situation ?

Oui, il y a une grosse colère qui monte : suite à la répression, les villageois ont essayé de contourner le système pour survivre, et sont à nouveau réprimés. Depuis deux ans, il y a des émeutes et des grèves dans les villages proches de cette frontière. Tous les Kurdes qui dépendent de cette économie parallèle, que ce soit les passeurs, les commerçants, les gens qui font du passage dans d'autres villes, les taxis... tous ces gens-là se sont mis en grève. Il y a eu de gros rassemblements, des tentatives de manifestations qui ont été réprimées. Mais les grèves ont quelques fois duré plusieurs semaines, ce qui est très impor-

tant pour des personnes qui n'ont que peu de ressources. Le mouvement a repris une ampleur qu'il n'avait pas eue depuis longtemps. Le fait d'avoir bravé la peur de la répression et que tout le monde ne soit pas mort en sortant dans la rue, a redonné la possibilité de créer un rapport de force en faveur des habitants. Il est donc de nouveau possible d'avoir une visibilité politique dans la région.

Quelles sont les causes principales qui ont poussé les femmes que tu as rencontrées à migrer ?

Ces causes varient selon les situations et les époques. Pendant la guerre Iran-Irak, les populations sont parties parce qu'elles étaient bombardées. Elles sont parties sans rien, les villages étant incendiés.



Pour les femmes qui sont venues plus récemment, aller en Europe permet d'imaginer un autre futur que celui qui est complètement bloqué au Kurdistan. Parfois, il s'agit de pouvoir reprendre des études ; de rompre avec leur famille ou d'éviter des mariages forcés. Mais quitter l'Iran permet aussi de s'engager politiquement. Certaines partent pour militer, pour rejoindre les camps d'entraînement⁵ et lutter à la fois pour les droits des femmes et pour les droits des Kurdes. Pour elles, c'est une même dynamique. Il y a aussi le cas de certaines femmes qui militaient déjà en Iran ou qui sont issues de familles militantes, et qui sont touchées par la répression politique. Et le jour où cette répression tombe et où l'on vient les chercher pour les mettre en prison, elles essayent de partir le plus vite possible pour passer la frontière avant de se faire attraper.

Et comment partent-elles ?

Cela dépend beaucoup de leur statut social, et de si elles viennent de la ville ou de la campagne. Le passage de la frontière n'est pas très cher, environ l'équivalent de 30 ou 40 euros. Mais les paysannes des montagnes, tout comme les femmes en général, n'ont pas accès à l'argent car celui-ci appartient à la famille. Une des ressources qu'elles ont, c'est l'or que l'on offre aux filles, à leur naissance et aux moments importants de leur vie. Même dans les familles très pauvres, elles ont au moins un tout petit peu d'or, que ce soit une paire de boucles d'oreille ou des bracelets. Si elles partent sans l'accord de leur famille,

⁵ Camps d'entraînement des partis kurdes iraniens d'opposition, violemment réprimés en Iran. Ces véritables villages sont installés depuis les années 90 au Kurdistan irakien.

elles descendent en ville en essayant de trouver une raison, elles emmènent leurs petits frères pour ne pas être seules. Elles laissent les frères à la ville, vendent leurs bijoux et partent avec l'argent.

Les réseaux de passeurs sont très simples à trouver. Ce n'est pas quelque chose qui demande des recherches ou des contacts.

Tout l'enjeu est d'avoir un point de chute de l'autre côté. Les personnes qui sont vraiment frontalières y ont souvent de la famille. Il y a aussi la solution des camps des partis politiques, pour celles qui ont cette volonté ou qui ne peuvent aller dans leur famille. À leur arrivée dans les camps, les femmes (et aussi les hommes) commencent par faire cinq mois de formation de *peshmerga*⁶. Pendant tout leur séjour, elles seront nourries, logées, et pourront participer à la vie du camp.

Mais sinon, une femme ne peut pas arriver seule en Irak et louer un appartement ou une chambre, même avec beaucoup d'argent. Toute femme seule doit être hébergée par quelqu'un.

C'est aussi le cas pour les hommes ? Ou seulement pour les femmes ?

Non, que pour les femmes. Pour les hommes, il est possible d'aller à l'hôtel. Il y a aussi beaucoup de grands bâtiments en béton qui n'ont pas fini d'être construits comme partout au Moyen-Orient, et que les migrants squattent pour y loger.

Quelles sont les autres difficultés rencontrées par ces femmes ?

Se déplacer et se loger sont vraiment des points sensibles. Mais aussi obtenir de

⁶ *Peshmerga* : combattant en kurde, étymologiquement « qui est au devant de la mort ».

l'argent. Si tu n'as pas d'argent à la base, homme ou femme, tu ne bouges pas. Les personnes qui arrivent jusqu'en Europe sont celles qui ont un minimum d'argent. Pour les hommes, c'est plus simple. Tu peux travailler dans le bâtiment : c'est certes dangereux, ça demande de se regrouper à 6 heures du matin au bord d'une grande route à attendre qu'un camion te prenne pour t'emmener travailler illégalement sur des chantiers où des fois le patron ne te paye pas. C'est loin d'être idéal, mais cette solution existe toujours et quasiment tout le long du parcours : en Irak, en Turquie, en Grèce, en Italie... C'est très difficile, mais ça se sait et tout le monde le fait.

Alors que trouver du travail en tant que femme, c'est beaucoup plus compliqué. Une fois que tu arrives en Europe, il y a les ménages ou la restauration. Au Kurdistan irakien, pour trouver du travail, cela passe par des réseaux : ceux des familles ou des réseaux de femmes qui se constituent au cours des migrations. Les femmes qui sont parties sans l'accord de leur famille ne peuvent plus bénéficier des réseaux de celle-ci.

Est-ce pour cela que certaines vont dans les camps d'entraînement ?

Il existe plusieurs raisons qui peuvent être liées. Le passage par les camps des partis permet aux femmes de se reposer pendant un moment, tout en étant entourées et en sécurité. Elles viennent aussi par choix politique. Certaines choisissent par exemple de rejoindre l'Organisation des Femmes. C'est une structure non mixte interne aux partis, créée et gérée par et pour les femmes. Elle s'occupe de répondre à leurs besoins spécifiques et

milite pour un changement social global, participe au règlement des conflits internes et fait pression au sein même des partis pour que les femmes jouissent d'une vraie participation politique. Les femmes s'organisent en collaboration avec les militantes clandestines restées en Iran et proposent des actions à destination des luttes de femmes au KRG⁷ et en Iran. Par exemple, avec le Komala⁸, elles font des tournées dans les villages côté irakien pour faire de la prévention contre les viols et les mariages forcés et mener des groupes de discussion. Cette organisation permet aussi de regrouper les différents réseaux, de les collectiviser. Par exemple, c'est aussi un moyen de trouver du travail en sortant des réseaux familiaux.

Des actions sont donc organisées à partir des camps en Irak, pour lutter et défendre les droits des personnes en Iran. Comment font-elles pour lutter dans un pays dans lequel elles ne vivent plus ?

C'est un gros problème et c'est très dur mentalement. Tu ne peux rentrer dans ces camps qu'à condition d'effectuer les cinq mois de formation de *peshmerga*. Et une fois à l'intérieur, tu passes un point de non-retour car il y a des espions, tu es fichée et tu ne peux plus retourner en Iran sans risquer ta vie.

7 KRG : Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, instance dirigeant la Région autonome du Kurdistan d'Irak, formée en 2005, à la suite de l'invasion américaine et de la chute du régime de Saddam Hussein, forte alliée des États-Unis et de la Turquie, marquée par un mode de développement capitaliste. Par abus de langage, les abréviations KRG ou GRK sont souvent utilisées pour désigner le territoire.

8 Komala : Comité des révolutionnaires du Kurdistan iranien, organisation marxiste-léniniste fondée en 1969.

Un des gros travaux à l'intérieur du camp est la communication et la production d'information. Une télé, une radio et un journal ont été créés et sont diffusés clandestinement au Kurdistan d'Iran. Leur chaîne fait partie d'un bouquet satellitaire, que tout le monde regarde, même si c'est interdit. Le journal est diffusé toutes les deux semaines en trois langues (*farsi*, kurde *sorani* et *kurmanci*). Ce travail ne peut se faire directement en Iran à cause de la répression. Alors des militant-e-s traversent régulièrement la frontière et arrivent avec des informations qui sont utilisées par ces médias puis rediffusées en Iran. Ces personnes doivent se déplacer à visage caché et ont besoin d'une organisation importante pour leur protection. Mais depuis presque un an, il n'y a plus d'argent et la radio puis la télé ont dû arrêter d'émettre, ce qui est un énorme coup dur car cela représentait un gros moyen d'action.

Un autre moyen de lutte depuis les camps est de répondre aux besoins de mise en réseau des personnes clandestines en Iran, de recueillir des informations et de les regrouper, et de préparer des missions. Aujourd'hui, les camps du Komala et du PDKI⁹ sont de nouveau attaqués directement par les agents iraniens. La répression rend la recherche de financements difficile et précarise ces bases arrières. Ces conditions ont motivé la décision de ces partis de reprendre la guérilla comme mode d'action depuis mars dernier.

En fait, si tu vas dans le camp, c'est un point de non-retour en Iran, mais ça peut être aussi une étape de la migration vers l'Europe ?

⁹PDKI : Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, parti socialiste fondé en 1945 afin de « promouvoir une solution fédérale pour les différents peuples d'Iran ».

C'est vraiment très courant, toutes les personnes qui ont un peu d'argent partent ensuite vers l'Europe. Les gens restent en fonction de leur accès à l'argent, les personnes qui restent longtemps le font parce qu'elles sont bloquées. C'est aussi pour cela que les femmes restent plus longtemps que les hommes. La durée va de quelques mois à environ quinze ans... Beaucoup d'entre elles désirent quand même continuer à militer en Europe.

Le rapport homme-femme est-il différent dans les camps et dans le civil ?

Oui, l'idée du Komala et du PDKI est que les hommes et les femmes deviennent égaux, et donc doivent l'être à l'intérieur du camp. Les femmes sont encouragées à participer aux tâches militaires, et les hommes aux tâches ménagères, à la cuisine et à s'occuper des enfants, ce qui fonctionne plus ou moins ! Il y a aussi des règles autour du mariage (qui n'est déclaré qu'au parti), avec par exemple un temps obligatoire de vie commune imposé au préalable. Il faut se rendre compte qu'au Kurdistan en Iran, il y a une ségrégation sexuelle très forte. Quand tu es une femme, a priori tu n'as jamais été en mixité avec des hommes en dehors de ceux de ta famille rapprochée. Arriver dans un camp militaire en mixité, c'est très dur, mais c'est aussi très valorisant de participer à ces idées d'égalité. Cela est valable pour les hommes comme pour les femmes. Mais pour appliquer les règles des partis, il faut lutter contre toute une construction sociale autour des rapports de genre dans laquelle chacune et chacun a grandi, et qui persiste encore souvent dans les camps des partis. Et comme par-tout, ces rapports sociaux nécessitent un temps pour être déconstruits.

Tu as pour projet de réaliser un documentaire avec une amie au Kurdistan irakien. Peux-tu nous en parler ?

Nous voulons réaliser un film sur les militantes vivant dans un camp tenu par un parti d'opposition et de guérilla kurde iranien. Nous suivrons le parcours de l'une d'entre elles dans cette trajectoire de construction politique : depuis le début de sa formation politique et militaire, à l'issue de laquelle elle obtient son statut de *peshmerga*, jusqu'à son intégration dans le camp principal du parti. Ces femmes arrivent au camp pour lutter en tant que femmes kurdes en Iran, avoir des droits, un statut. Mais en fait, même si le PDKI et le Komala soutiennent le principe d'égalité, les choses sont beaucoup plus compliquées dans la pratique. L'idée est donc de partager leurs expériences et de poser la question : comment, en tant que femmes, elles ou nous ici, arrivons-nous à tenir nos objectifs de luttes et à faire face à la reconduction de rapports de pouvoir dans nos propres groupes ?

Novembre 2016



Ci-contre : «Liberté»